

Le terrible dilemme de l'Occident frappe fort | Dr Ladislav Zemanek

Le Dr Ladislav Zemánek examine les relations de la Russie avec le Japon, les politiques européennes de sanctions et l'évolution de l'équilibre des puissances mondiales. Ils abordent l'autonomie stratégique limitée de l'Europe, les coûts économiques de la confrontation et la coopération croissante de la Russie à travers l'Eurasie. Zemánek décrit les BRICS et d'autres partenariats comme élargissant les options des pays plutôt que comme formant un bloc unifié contre l'Occident. La conversation explore l'émergence de systèmes de paiement alternatifs, la confiance grandissante des puissances intermédiaires et les perspectives d'un ordre international plus pragmatique et inclusif.

Liens de Ladislav : Articles sur RT : <https://www.rt.com/op-ed/authors/ladislav-zemanek/>

Parlamentní listy : <https://www.parlamentnilisty.cz/redakce/autor/Ladislav%20Zem%C3%A1nek>

Valdai Discussion Club : <https://valdaiclub.com/about/experts/19842> Nos liens : Substack de

Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenez la chaîne : <https://neutralitystudies.com/donate> Produits dérivés Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop>

00:00 La Russie, le Japon et l'héritage de 1945 04:22 Les liens énergétiques et les limites des sanctions 09:01 Le pragmatisme face à la confrontation 14:35 Le pivot eurasien de la Russie et une Europe divisée 21:06 La sécurité européenne et l'intégration eurasienne 26:10 Le dilemme de l'autonomie stratégique de l'Europe 34:58 Les BRICS et la majorité mondiale montante 41:04 Le retour de bâton des sanctions et l'avenir de l'Europe

#Pascal

Bienvenue à toutes et à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, pour la première fois, nous recevons le docteur Ladislav Zemanek, historien, consultant politique et journaliste à l'occasion. Ladislav, bienvenue.

#Ladislav Zemanek

Merci de m'avoir invité.

#Pascal

Eh bien, merci beaucoup d'avoir accepté, parce que vous faites partie des personnes qui publient beaucoup d'observations très pertinentes, notamment sur Russia Today. Vous avez écrit en particulier quelques articles, et je crois que vous vous considérez comme une sorte d'eurasianiste, qui observe l'Europe, la Russie et l'Extrême-Orient, ou simplement l'Asie de l'Est. Vous avez aussi

évoqué, vous savez, la manière dont le Japon et l'Allemagne oublient les leçons de mille neuf cent quarante-cinq, ou encore le fait que les lignes rouges de la Russie vis-à-vis du Japon ne bougeront pas.

Vous analysez cela en quelque sorte... vous essayez de voir les choses du point de vue russe, et vous écrivez depuis Prague, en République tchèque. Pouvez-vous nous dire à quoi ressemble, selon vous, la situation actuelle entre la Russie et le Japon ? Car nous avons vu quelques incidents très marquants. Notamment, il y a à peine une semaine, l'inauguration d'un grand monument consacré à la Seconde Guerre mondiale, montrant un soldat soviétique détruisant l'emblème du Japon. Les Japonais l'ont très mal pris et se sont montrés très en colère. Où va cette relation aujourd'hui ?

#Ladislav Zemanek

Je dirais qu'il ne faut pas surestimer ces affaires, ni ces incidents diplomatiques — peut-être diplomatiques. Mais il faut souligner que la Russie d'aujourd'hui est très fière des résultats obtenus et de la victoire de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Et la mémoire historique est très forte dans le pays, au sein de la population, dans l'ensemble de la population. La Seconde Guerre mondiale, ou la Grande Guerre patriotique, comme ils l'appellent, est l'un des moments les plus importants de leur mémoire collective, ainsi que de l'histoire russe et soviétique. Ils sont donc très sensibles à toute tentative de réécrire l'histoire, ou de proposer une vision alternative ou révisionniste de la Seconde Guerre mondiale. Et ils font tout leur possible pour préserver la mémoire historique qu'ils considèrent comme la leur, et comme juste et objective.

Donc, de ce point de vue, ils sont aussi très sensibles à l'évolution de la situation en Ukraine. Car ils replacent les événements actuels, le conflit et la guerre là-bas, dans le cadre plus large de cette vision historique, et peut-être même dans la grande histoire de leur pays. Et comme vous le savez, ils interprètent, ou du moins certains cercles ou groupes en Ukraine, comme étant nazis, ou inspirés par les nazis et par leurs alliés ukrainiens de l'époque. Or, aujourd'hui, le Japon soutient l'Ukraine. Ils relient donc tous ces éléments à une vision d'ensemble plus large.

Et bien sûr, dans cette perspective, nous devons aussi évaluer la récente visite du président Poutine aux îles Kouriles. Car, de mon point de vue, c'était un message clair : la Russie, le Kremlin, ou les dirigeants russes, sont très mécontents de la position du Japon vis-à-vis de l'Ukraine, notamment de son aide et des discussions sur une éventuelle aide militaire à l'Ukraine, ainsi que de la modernisation militaire, ou du renforcement militaire, actuellement en cours au Japon même. Il ne s'agit donc pas d'un monument quelque part, ni d'une visite ou d'un événement isolé. Tout cela fait partie d'un tableau plus large, ancré dans l'histoire.

#Pascal

L'une des choses qui m'a surpris récemment, c'est que le Japon a bien imposé des sanctions à la Russie. Mais il n'a pas envoyé d'armes à l'Ukraine. Il a envoyé des fournitures médicales, de l'aide

humanitaire, et ainsi de suite, mais aucune arme. En revanche, le discours du Japon était très proche de celui des États européens. Je dirais toutefois qu'il était moins virulent et marqué par beaucoup, beaucoup, beaucoup moins de russophobie. Mais, bien sûr, sur le plan diplomatique, il était très critique. Néanmoins, lorsque la guerre contre l'Iran a éclaté, ou lorsque les États-Unis ont attaqué l'Iran avec Israël, le détroit d'Ormuz a été fermé. Et le Japon a immédiatement subi ce choc : son principal fournisseur de pétrole et de gaz était coupé.

Et il y a eu un moment où ils ont demandé à la Russie de leur acheter d'abord un peu de pétrole, au prix plafonné. Mais ensuite, ils ont dit : « D'accord, très bien, nous paierons les prix du marché par la suite. » Et la Russie était effectivement disposée à leur vendre quelques navires-citernes remplis de pétrole. Je ne sais pas exactement quels volumes transitaient, mais avez-vous des indications sur l'évolution actuelle de la relation énergétique entre la Russie et le Japon ? Parce qu'ils ont aussi, dans la région de Sakhaline, un projet de forage qui n'est pas achevé, mais qui n'a pas été abandonné. Avez-vous des informations à ce sujet ?

#Ladislav Zemanek

Pour être honnête, je n'ai pas, à ce stade, de connaissance précise ni d'informations de l'intérieur sur la coopération énergétique entre les deux pays. Mais, de manière générale, même s'il peut y avoir des désaccords et des tensions diplomatiques entre les deux pays, le Japon et la Russie, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas capables de poursuivre leur coopération. Et si l'on se concentre sur la partie russe, cela ne signifie pas que la Russie ne soit ni disposée ni en mesure de continuer à coopérer, par exemple dans le domaine de l'énergie.

#Pascal

Petite remarque très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou en achetant certains de nos nouveaux produits dérivés sur [neutralitystudies point com](https://neutralitystudies.com). Les liens sont juste en dessous. À très vite là-bas.

#Ladislav Zemanek

On peut jeter un coup d'œil à la situation en Europe.

#Ladislav Zemanek

C'est-à-dire l'Union européenne, plus précisément. Et malgré le conflit profond, les désaccords et la pression exercée contre la Russie par l'Europe, par Bruxelles, par l'Union européenne, et malgré les immenses sanctions imposées à la Russie, ainsi que les tentatives de longue date visant à interrompre les importations russes, ou les importations de matières premières russes, la Russie maintient que les exportations vers l'Europe, vers les différents pays européens, restent possibles. Et

la Russie est prête à les poursuivre. Cela montre que, même si l'Europe, ou l'Union européenne dans son ensemble, est d'une certaine manière impliquée dans la guerre en Ukraine, la Russie est malgré tout disposée à continuer de fournir à l'Europe des matières premières, du gaz et du pétrole, conformément aux contrats conclus.

Cela montre donc que, malgré un conflit très grave entre les deux parties, la coopération peut se poursuivre dans certains domaines précis. Et puis, par exemple, certains pays de l'Union européenne insistent sur la nécessité de continuer ce type de coopération. La Slovaquie, par exemple, ou auparavant la Hongrie. Cela changera peut-être dans un avenir proche, compte tenu de la nouvelle situation politique là-bas. Mais l'intérêt reste très fort. Et si l'on regarde, par exemple, l'Allemagne et les changements politiques qui pourraient y découler des élections, ainsi que la possible victoire de l'Alternative pour l'Allemagne, l'ensemble de la situation peut changer de manière très significative.

#Pascal

Alors, est-ce que c'est votre interprétation de la stratégie globale de la Russie ? Une sorte de politique de la porte ouverte : si jamais vous voulez revenir, enfin, nous n'oublierons pas, mais nous sommes prêts à pardonner, au sens où nous pouvons poursuivre une relation d'affaires les uns avec les autres. Et est-ce aussi de cette manière qu'ils envisagent leur relation avec le Japon ? — Indéniablement, oui. D'où pensez-vous que cela vient ? Ou plutôt, d'où vient cette différence, selon vous ? Parce que, de mon point de vue, l'approche européenne, surtout en Europe occidentale, semble être tout ou rien. Enfin, une préparation totale à la guerre. Ils interprètent tout à travers le prisme de la guerre.

Je veux dire, même un drone, quel qu'il soit, à l'aéroport de Leipzig, qui n'a pas explosé et n'a causé aucun dégât, mais qui a été trouvé par un chauffeur de bus... ça fait partie intégrante de la guerre hybride. Dès qu'il y a le moindre incident, les médias disent immédiatement que ça doit être la Russie. On se souvient tous que, lorsque Nord Stream a été saboté, la première réaction, pendant pratiquement deux mois, a été d'accuser les Russes. Ça n'avait absolument aucun sens, mais c'était en quelque sorte le réflexe instinctif, et c'est ce qui a été exprimé. Alors que l'approche russe semble complètement différente lorsqu'il s'agit d'examiner le conflit lui-même. Comment expliquez-vous cette différence ?

#Ladislav Zemanek

Il me semble que les élites au sein de l'Union européenne, surtout au niveau de l'Union européenne à Bruxelles, se sont trop investies dans le conflit en Ukraine, dans la promotion d'une politique anti-russe. Il leur est donc presque impossible de revoir leur position. C'est pourquoi je pense que... le véritable changement, s'il doit se produire un jour, sera porté par d'autres types de dirigeants et de représentants politiques, comme l'Alternative pour l'Allemagne, ou ce genre de partis politiques. Et si l'on compare les élites de l'Union européenne et les élites russes, les élites russes sont, je dirais, bien plus pragmatiques et beaucoup moins idéologiques. Elles sont capables de maintenir des relations

indépendamment des divergences politiques et idéologiques entre les deux parties. Et elles ne veulent pas promouvoir...

#Ladislav Zemanek

Le mode de vie russe, ou le modèle politique ou économique russe, à d'autres pays. Ce n'est pas la position de la Russie. Mais, dans le cas de l'Union européenne, la situation est différente. Et bien sûr, c'était aussi la position des États-Unis avant Donald Trump. Aujourd'hui, la situation est différente. Ce qui, d'ailleurs, rend les dirigeants de l'Union européenne très nerveux. Leur situation n'est pas très confortable, parce qu'ils subissent une double pression : de la part de la Russie et des États-Unis. Et, pour eux, la situation se dégrade dans l'Union européenne, en termes de popularité, de légitimité et de conditions économiques. Cela affaiblit de plus en plus leur position. C'est pourquoi, selon mon explication, ils investissent autant dans la provocation d'une confrontation accrue avec la Russie. Car c'est une stratégie assez efficace pour préserver leurs positions et leur pouvoir. Ce n'est pas nouveau. C'est ainsi que cela fonctionne tout au long de l'histoire.

#Pascal

Oui, donc, globalement, l'entretien de cette russophobie en Europe poursuit un objectif politique très clair. Et cet objectif n'est pas seulement extérieur, il est aussi intérieur. De l'autre côté, en Russie, il y a encore des gens qui étaient, au départ, plutôt europhiles. Vladimir Poutine, bien sûr, en fait partie, tout comme beaucoup d'autres dirigeants. Pendant de très nombreuses années, ils ont voulu faire partie de l'Europe et de l'Occident. Mais aujourd'hui, ils changent de stratégie. De l'autre côté, il y a les Japonais. Ils ne nourrissent pas ce type de russophobie, mais ils suivent en quelque sorte le camp occidental. Cela dit, je dirais qu'au moment décisif, ils adoptent eux aussi une attitude pragmatique.

Il y a donc peut-être un peu plus de possibilités de rapprochement. Globalement, voyez-vous un rapprochement entre la Russie et le Japon, ou bien la situation se dégrade-t-elle ? Et du côté des Européens, où observe-t-on actuellement le plus grand rapprochement ? Je veux dire, on a vu comment le changement de direction en Hongrie a, en gros, inversé sa politique envers la Russie. Mais, d'un autre côté, les Tchèques, les Slovaques, et ainsi de suite, ne sont pas très favorables à cette posture ultra-confrontationnelle. Pouvez-vous nous donner un peu un aperçu de la situation en deux mille vingt-six ?

#Ladislav Zemanek

C'est une question difficile, très difficile, parce que je pense que personne ne sait ce qui va se passer dans les prochaines semaines, les prochains mois ou les prochaines années. Mais je pense que la guerre en Ukraine est un facteur très, très sérieux dans les relations entre la Russie et le reste du

monde. C'est incontestablement vrai, et cela complique les relations et les interactions avec d'autres partenaires. C'est un fait. Mais, en même temps, nous pouvons voir, ou observer, un rééquilibrage de la position de la Russie dans les affaires internationales.

#Ladislav Zemanek

Un éloignement de l'orientation occidentale vers l'Eurasie, ou une orientation vers l'Est, avec un accent sur le Sud global. Et il me semble que cela fonctionne dans les conditions actuelles. Cela signifie donc que l'argument avancé par de nombreux dirigeants occidentaux, selon lequel la Russie serait isolée et que personne ne souhaiterait coopérer avec elle, est totalement faux. Ce n'est pas vrai. Peut-être que, oui, l'Occident lui-même s'est isolé de la Russie. Mais ce n'était pas une décision de la Russie. Et, en même temps, au sein même de l'Occident, de nombreux partis et acteurs politiques ne sont pas d'accord avec la situation actuelle. Et pas seulement en Europe, mais peut-être encore plus fortement aux États-Unis, où l'administration actuelle est manifestement intéressée par une forme de normalisation des relations avec la Russie.

Et d'ailleurs, je peux mentionner qu'il y a quelques semaines, j'ai rencontré le ministre slovaque des Affaires étrangères. Nous avons notamment discuté de cette question, celle de la normalisation, ou des relations avec la Russie du point de vue slovaque, du point de vue du gouvernement slovaque. Il m'a dit que le gouvernement normaliserait ses relations avec la Russie dans un avenir proche. Ils préparent la reprise, ou le relancement, de certains organes intergouvernementaux et de la coopération au niveau gouvernemental entre la Slovaquie et la Russie. Cela montre donc que, même au sein de l'Union européenne, certains gouvernements sont profondément en désaccord avec la politique anti-russe promue notamment par Bruxelles, par la bureaucratie bruxelloise, ainsi que par certains pays comme la Pologne ou les États baltes.

Et c'est aussi un changement intéressant, de la part de l'Allemagne et du gouvernement allemand dirigé par Friedrich Merz. Parce que si l'on compare la position de l'Allemagne en deux mille vingt-deux à celle d'aujourd'hui, le tableau est complètement différent. Il y a aussi certains parallèles avec l'évolution du Japon. Pas nécessairement dans sa relation avec la Russie, mais dans son évolution intérieure, dans sa politique de défense et sa politique militaire. Car les deux pays modernisent et développent leurs capacités militaires. Dans le cas de l'Allemagne, on leur dit — ou l'on dit aux Allemands — qu'ils doivent se préparer à une guerre avec la Russie. Et les Japonais, eux, ont particulièrement peur de la Chine. Il y a donc aussi des parallèles à cet égard.

#Pascal

Il y a des parallèles. Même si je dirais qu'en Allemagne, l'accord général est bien plus large sur le fait que la Russie représente une menace. Alors qu'au Japon, le gouvernement japonais a en réalité beaucoup de mal à recruter des gens dans ses forces armées.

#Ladislav Zemanek

Oui, c'est pareil en Allemagne.

#Pascal

C'est pareil en Allemagne. Mais, pour les Japonais, il ne faut pas oublier une chose. En réalité, d'après ce que je perçois, ils ont surtout peur, non pas de la Chine, mais de la Corée du Nord. Parce que la Corée du Nord est une sorte de canon lâché qu'on ne sait tout simplement pas où placer, et elle possède l'arme nucléaire. Et Tokyo a vraiment très peur des capacités nucléaires nord-coréennes. Parce que, vous savez, tout peut disparaître. Enfin, c'est une menace bien réelle. Mais évidemment, dès qu'ils investissent dans n'importe quel type d'armement, ou qu'ils adoptent des positions de sécurité plus bellicistes, cela devient immédiatement aussi une menace pour la Chine. Alors qu'en Allemagne, tout le débat intérieur est entièrement centré sur la Russie, et sur la Russie seule. Même pas sur l'Iran ou quoi que ce soit d'autre. Enfin, là-dessus, ils sont un peu... oui.

#Ladislav Zemanek

C'est vrai que la situation évolue assez rapidement en Allemagne même. Mais il me semble que c'est surtout un problème au sein des cercles dirigeants, des milieux gouvernementaux, des élites, et non de la population dans son ensemble. On peut le voir dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Lors des récentes élections, l'AfD a remporté une victoire écrasante. Et ils appellent ouvertement à normaliser les relations avec la Russie et à coopérer avec elle. Et dans la population, je pense qu'il existe un large consensus, du moins dans ces régions d'Allemagne, sur le fait que des relations normales avec la Russie sont favorables aux intérêts allemands, et à leurs propres intérêts. Parce qu'ils le constatent concrètement dans leur vie quotidienne : les prix de l'énergie explosent. Et bien sûr, c'est aussi lié à la guerre en Ukraine. Pas seulement. Il y a aussi le Pacte vert, et ainsi de suite. Mais la guerre en Ukraine est l'un des facteurs importants.

#Pascal

Donc, si l'on réfléchit à la stratégie globale que certains néoconservateurs américains ont clairement poursuivie ces dix dernières années, il s'agit évidemment de faire en sorte que la vision du monde de Brzezinski reste vivante : une Eurasie divisée et fragmentée, dans l'intérêt des États-Unis. Et, vous savez, utiliser l'Ukraine comme l'un de ces États pivots que l'on peut instrumentaliser à cette fin. Si cette guerre se termine réellement aux conditions de la Russie, et si les dommages subis par les Européens — qu'ils se sont infligés eux-mêmes par ces sanctions — sont suffisamment importants, et que soudainement des États commencent à basculer, comme l'Allemagne, comme la France avec Marine Le Pen, cela pourrait en fait produire l'effet inverse. Cela pourrait alors conduire à une intégration accrue du continent eurasiatique, si nous avons de la chance. Pensez-vous que ce soit réellement l'un des scénarios possibles à moyen ou à long terme ?

#Ladislav Zemanek

C'est l'un des scénarios possibles. Bien sûr, rien ne garantit que cela se passera ainsi. Mais si la guerre en Ukraine prend fin, il n'y a aucune raison de ne pas rétablir les relations avec la Russie. Car la Russie, même si c'est un pays eurasiatique, ou asiatique dans un certain sens, est aussi un pays européen. Et ce n'est pas seulement une question d'histoire et de culture, mais aussi de géographie. La Russie fait partie de l'Europe. Et c'est là la grave erreur, ou la profonde méprise, des élites libérales de l'Union européenne : elles peuvent croire qu'elles sont capables de chasser la Russie hors d'Europe. Mais ce n'est pas possible.

Il ne peut pas y avoir de sécurité durable en Europe sans la Russie. Il ne s'agit pas de mon attitude personnelle envers ce pays, c'est un fait. C'est la réalité. Il ne peut pas y avoir de sécurité en Europe sans la Russie. Et les Européens auraient beaucoup à gagner à rétablir leur coopération énergétique avec la Russie. Car, là encore, il ne s'agit pas seulement d'énergie. La Russie est un immense marché. Les entreprises européennes seraient désireuses d'y retourner et d'y investir, et elles y gagneraient beaucoup d'argent. C'est donc du pragmatisme. Il ne s'agit pas d'idéologie.

#Pascal

Pensez-vous qu'un tel changement soit réellement possible, vers davantage de pragmatisme en Europe ? Parce que, vous savez, un de nos bons collègues, Glenn Diesen, en Norvège, a avancé dans l'un de ses livres un argument très important. Il dit que, tant que l'Europe ne reconnaîtra pas qu'elle est la péninsule nord du continent eurasiatique, il n'y aura pas d'intégration continentale. Tant que les Européens se penseront comme séparés, alors qu'en réalité, c'est une seule et même masse terrestre continue, n'est-ce pas ? On peut littéralement aller à pied du Portugal jusqu'à Singapour, puisque Singapour est reliée au continent par un pont. C'est possible. On peut marcher jusqu'à Vladivostok. C'est une seule masse terrestre. Mais, mentalement, les Européens se considèrent comme séparés. Alors que, selon moi, les Russes sont les Européens qui comprennent le mieux leur propre intégration à l'Asie, et à l'Asie de l'Est. Donc, pensez-vous que le pragmatisme puisse aider l'Europe ? Ou bien faut-il un changement idéologique très profond, concernant la manière dont les Européens se situent dans le monde ?

#Ladislav Zemanek

Je continue de penser qu'un changement idéologique, qui serait lui aussi très important, pourra suivre. Mais, de manière réaliste, la première étape doit être une coopération économique normale, des échanges entre les peuples, et ainsi de suite : le rétablissement de relations normales entre la Russie et l'Europe. Et, bien sûr, à l'avenir, il pourrait y avoir une certaine remise en question idéologique de la place de l'Europe dans le monde et en Eurasie. Mais cela ne... cela ne viendra pas en premier. Certainement pas. Parce que les sociétés européennes ne sont pas préparées à un changement aussi radical par rapport aux anciennes façons de penser. Une nouvelle manière de

penser serait souhaitable, mais elle ne viendra pas de sitôt. C'est pourquoi je soutiens que la première étape devrait simplement consister à rétablir des échanges et des interactions normales entre les pays européens et la Russie. Et ensuite, nous verrons.

#Pascal

Je pensais que, lorsque les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran, cet événement aiderait les Européens à voir soudainement que, vous savez, des guerres d'agression non provoquées menées par d'autres pays se déroulent aussi ailleurs dans le monde. Et que quelque chose comme un génocide à Gaza suffirait peut-être à leur faire dire : bon, il faut peut-être prendre du recul et réévaluer nos valeurs morales — pas notre boussole, mais notre manière de présenter les choses, de classer tout en bien et en mal. Mais ça n'a pas vraiment eu cet effet-là. Je ne sais pas comment vous le voyez. Avez-vous constaté un impact de cet autre grand conflit, qui est actuellement en cours, sur la manière dont les Européens abordent leur propre théâtre de guerre ?

#Ladislav Zemanek

Non. Dommage. Non, mais regardez, c'est lié à des réalités propres à l'Europe, parce que l'Europe n'est pas un État unique. L'Union européenne n'est pas un État unique. C'est une communauté de vingt-sept pays, et cela fait une différence. Donc, même s'il existe un large consensus sur de nombreuses politiques et sur beaucoup de sujets, les différences entre les différents pays demeurent. Et cela ne changera pas de sitôt, ce qui complique la situation. Il faut donc tenir compte de ce fait lorsqu'on évalue la capacité de l'Europe, ou sa marge de manœuvre, à agir de façon plus indépendante et plus autonome. Car il n'existe pas de centre unique qui déciderait, qui gérerait et gouvernerait l'ensemble du continent, ou l'ensemble de l'Union européenne.

La situation est donc bien plus diversifiée qu'elle ne peut le paraître au premier abord. Et comme je l'ai mentionné, les élites libérales se trouvent actuellement dans une position assez inconfortable. Elles se sont éloignées de la Russie, elles entretiennent une relation compliquée avec la Chine, et maintenant, elles sont très mécontentes de ce qui se passe aux États-Unis avec l'administration Trump, qui est ouvertement hostile à la direction de l'Union européenne et aux structures de l'Union européenne.

Ils ne peuvent donc pas se permettre d'être à ce point opposés aux États-Unis, même s'ils ont peut-être une vision plus sceptique des évolutions au Moyen-Orient et de la guerre avec l'Iran. Mais, de manière réaliste, ils ne peuvent pas se permettre de couper les ponts avec les États-Unis. Mais, je dirais qu'il y a un paradoxe. Car ils veulent, au moins sur le plan rhétorique, construire et développer ce qu'on appelle l'autonomie stratégique de l'Union européenne. C'est précisément ce type de politique : davantage d'autonomie, davantage de capacité d'action, une position plus indépendante dans les affaires internationales, y compris la possibilité de ne pas intervenir dans la guerre avec l'Iran, ou de s'y opposer. Mais cela est limité par le fait que l'Union européenne est aujourd'hui, je dirais, bien plus isolée que la Russie, dans un certain sens. Elle est hostile à la Russie, dans une

certaine mesure à la Chine, à l'Iran, bien sûr, et aussi aux États-Unis. En ce sens, la situation de l'Union européenne est très, très particulière. Et elle est assez compliquée, non seulement pour les dirigeants actuels, mais aussi pour eux.

#Pascal

Non, ça l'est sans aucun doute. Mais que pensez-vous de l'argument selon lequel tout le discours sur l'autonomie stratégique, dans l'Union européenne, ne serait en réalité qu'une autre manière de servir l'alliance transatlantique, l'OTAN ? En disant, en gros : regardez, les Américains ne sont pas fiables. Il faut investir davantage, viser les cinq pour cent, n'est-ce pas ? Que tout le monde mette beaucoup d'argent dans l'armement. Et puis, dans deux ou trois ans, quand il y aura un nouveau président, le prochain Biden, ou qui que ce soit, Kamala Harris ou une autre personne, quelqu'un qui sera tout aussi belliciste envers la Russie ou dans les affaires internationales, alors tout le monde redeviendra très proche. Et, au final, vous aurez une OTAN plus grande et plus forte. Plus forte au sens d'une OTAN davantage militarisée. Donc, ce discours serait fondamentalement malhonnête, parce qu'il ne viserait pas vraiment l'autonomie stratégique. Il viserait à accroître les capacités de l'OTAN en passant par le discours de l'autonomie stratégique. Accordez-vous du crédit à cette interprétation ?

#Ladislav Zemanek

C'est peut-être en partie vrai. Mais je pense que, même à Bruxelles, on prend de plus en plus conscience que l'Europe et les pays européens ne peuvent plus compter autant, ni aussi fortement, sur les États-Unis que par le passé. Et bien sûr, l'un des aspects de cette prise de conscience, c'est d'investir davantage dans la défense et les capacités militaires.

C'est incontestablement vrai. Mais ce n'est pas forcément motivé par l'idée d'atlantisme ou de transatlantisme. C'est simplement une réaction à une réalité évidente : les États-Unis ne s'intéressent plus autant à l'Europe. Ils veulent davantage se concentrer sur la région Asie-Pacifique, ainsi que sur le continent américain, ou l'hémisphère occidental. Et l'Europe n'est plus aussi importante pour eux. La réaction naturelle, c'est donc de se demander comment maintenir, ou poursuivre, disons, une coopération peut-être exclusive, ou à très haut niveau, entre les États-Unis et l'Europe. En Europe, le débat sur les capacités militaires et de défense ne porte pas uniquement sur l'OTAN. Car si l'on regarde les documents publiés par la Commission européenne et d'autres agences de l'Union européenne, concernant le militaire et la défense, en lien avec l'autonomie stratégique, avec ce discours-là...

Il ne s'agit pas seulement de l'OTAN. Il est aussi question d'une plus grande intégration, ou interopérabilité, entre les armées européennes elles-mêmes, pas forcément liée à l'OTAN. Cela suscite d'ailleurs aussi des débats au sein des différents États membres de l'Union européenne. Certains estiment que l'Union européenne ne devrait pas développer ses propres capacités militaires, ses propres unités militaires, et ainsi de suite. Selon eux, c'est avant tout la responsabilité de l'OTAN. L'autre argument, c'est que ce n'est pas forcément contradictoire. L'Europe peut davantage se

concentrer sur le développement de ses propres capacités de défense, ou de ses capacités militaires, en parallèle des structures de l'OTAN. Et si l'on évalue cette argumentation, ce serait plus proche d'une véritable autonomie stratégique. Il y aurait des structures parallèles, aux côtés de l'OTAN, puisque l'OTAN dépend évidemment des États-Unis, qui en sont l'acteur principal. Donc, je dirais que le débat comporte plusieurs dimensions.

#Pascal

Oui, non, non, vous avez tout à fait raison. Et, vous savez, ces deux choses ne s'excluent pas forcément. Je veux dire, les gens qui pensent que l'autonomie stratégique pourrait aussi être bénéfique pour l'OTAN, et ceux qui estiment qu'il faut se préparer à toutes les éventualités, ne travaillent pas nécessairement les uns contre les autres. Au contraire, probablement pas. On observe quelque chose de similaire au Japon, un débat comparable. Une partie de l'échiquier dit qu'il faut faire davantage pour l'alliance, et donc investir davantage dans notre défense. L'autre dit : non, il nous faut des capacités nationales, parce que les Américains ne sont pas fiables. Mais, au final, on arrive à la même conclusion : d'accord, il faut investir davantage dans les capacités de défense.

Mais selon vous, quelle place reste-t-il alors à, disons, la partie positive de l'équation ? Vous savez, la guerre en Ukraine a naturellement créé beaucoup de divisions. Mais elle a aussi renforcé l'intégration entre la Russie et la Chine, entre la Russie et l'Inde, et même entre la Russie et l'Asie du Sud-Est. Leurs relations se sont développées davantage. Comment voyez-vous l'ensemble de la dimension des BRICS, ou celle du Sud global, s'inscrire aujourd'hui dans cette dynamique politique ?

#Ladislav Zemanek

Les Russes parlent d'une majorité mondiale, ou d'une majorité globale. C'est un terme très populaire en Russie.

#Pascal

La majorité mondiale.

#Ladislav Zemanek

Oui, la majorité mondiale. C'est le monde, sans l'Occident.

#Pascal

Ce qui reste un monde immense, oui. Oui.

#Ladislav Zemanek

Parfois, c'est aussi synonyme de Sud global, en quelque sorte. Mais le Sud global, cette notion, n'inclut généralement pas la Russie. Pour les Russes, il est donc plus commode d'utiliser ce terme, celui de majorité mondiale, ou de majorité globale. Mais même les Russes savent qu'il ne s'agit pas d'un bloc homogène, ni d'une communauté d'États homogène. Les différents acteurs, les différents pays, ont des priorités et des intérêts nationaux différents. Malgré cela, il est vrai qu'après deux mille vingt-deux, ils ont réussi à approfondir leur coopération avec la Chine et

#Ladislav Zemanek

avec l'Iran.

#Ladislav Zemanek

Et il semble également que le fonctionnement d'organisations multilatérales telles que l'Organisation de coopération de Shanghai, ou les BRICS, que vous avez mentionnés, progresse et produise des résultats concrets. L'an dernier, par exemple, lors du sommet de Tianjin, en Chine, en septembre deux mille vingt-cinq, la Banque de développement de l'Organisation de coopération de Shanghai a été créée. C'est l'un des exemples de résultats concrets. Et, quoi qu'il en soit, ces plateformes et ces organisations ne devraient pas nécessairement être considérées comme des plateformes d'opposition ou des alternatives à l'Occident et aux institutions occidentales.

Mais c'est un complément aux structures existantes. Cela permet aux États participants d'élargir leurs possibilités, ou de renforcer leur capacité d'action, leur rôle sur la scène internationale, parce que cela crée de nouveaux canaux et de nouveaux outils de coopération. Et, par exemple, pour la Russie, l'une des principales priorités est la mise en place progressive de systèmes de paiement alternatifs. C'est logique, car elle subit évidemment les sanctions et son exclusion du système Swift. C'est donc l'une des priorités qui rapproche très fortement la Russie et l'Iran, par exemple, car l'Iran se trouve dans une situation similaire à cet égard.

Alors oui, par exemple, je ne sais plus, en juin ou en juillet, il y a eu une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'ASEAN et de la Russie. Et cela a montré que les membres de l'ASEAN, les nations d'Asie du Sud-Est, sont très intéressés par une coopération avec la Russie, indépendamment des pressions exercées par les États-Unis ou d'autres pays occidentaux. Cela montre donc que le monde est en train de changer. Et la guerre en Ukraine accélère ce processus de coopération, d'une certaine émancipation, ou de démonopolisation de l'ordre international. Car les différents pays, non seulement les grandes puissances comme la Russie, la Chine ou l'Inde, mais aussi les pays de taille moyenne, les puissances moyennes, s'émancipent. Et ils agissent de manière bien plus affirmée et bien plus indépendante qu'il y a seulement quelques années.

#Pascal

C'est un terme très utile, je trouve, celui que vous avez employé. Cette forme de multilatéralisation, en quelque sorte. Ce n'est pas un découplage vis-à-vis de l'Occident, mais plutôt une démonopolisation de ces structures occidentales. On se rapproche de plus en plus du moment où il y aura de vraies alternatives, n'est-ce pas ? Je veux dire, les grandes alternatives n'existent pas encore. Il n'y a toujours pas d'alternative mondiale au système Swift. Il existe de petits systèmes, ainsi que certains dispositifs bilatéraux et multilatéraux, mais rien à l'échelle mondiale. Mais on s'en approche de plus en plus. Et la guerre en Ukraine illustre en fait le même phénomène. Scott Bessent et l'idée américaine de créer, enfin, d'imposer des sanctions secondaires extrêmement sévères à quiconque continue de commercer avec l'Iran... C'est encore un de ces moments où les États-Unis semblent vouloir mettre à l'épreuve un pouvoir qu'ils ont déjà perdu il y a quelques années.

Qu'en pensez-vous ? Parce qu'il semble que ce type de politique soit aussi la politique approuvée. Je veux dire, elle s'affaiblit de plus en plus, parce que l'influence structurelle s'affaiblit elle aussi de plus en plus. À votre avis, pourquoi les États-Unis et l'Europe s'accrochent-ils encore à ce genre de méthodes qui, il y a cinquante ans, représentaient certes une menace énorme, mais nous sommes en deux mille vingt-six ? Comment vous l'expliquez-vous ?

#Ladislav Zemanek

C'est simplement une mauvaise habitude chez eux. Mais on peut peut-être aussi y voir une faiblesse, parce qu'ils ne sont pas capables de gérer la situation d'une manière qui leur conviendrait. C'est l'une des façons d'infliger une punition. Mais c'est aussi une punition pour eux, peut-être même avant tout pour eux. Pour nous, puisque je viens d'Europe, nous pouvons observer chaque jour les conséquences négatives de ces politiques de sanctions. Bien sûr, cela porte préjudice à la Russie ou à l'Iran. Bien sûr que oui. Mais c'est une arme à double tranchant.

#Pascal

Est-ce que je peux vous poser une question là-dessus ? Je suis récemment retourné chez moi, en Suisse. Et, franchement, en me promenant en Suisse et en y étant, je n'ai pas constaté d'impact négatif. Mais quand vous êtes en Tchéquie, est-ce que vous ressentez des conséquences négatives du retour de bâton, des sanctions, quoi que ce soit dans votre vie quotidienne ?

#Ladislav Zemanek

Bien sûr. On peut le démontrer, par exemple, dans la politique énergétique. Car, évidemment, ces sanctions visent les importations de matières premières russes, qui ont été pendant des décennies l'un des piliers de la prospérité européenne : les matières premières russes bon marché, le gaz, le pétrole et d'autres produits. Et cela fait fortement grimper l'inflation. Je ne connais pas précisément la situation en Suisse, mais, par exemple, en République tchèque, l'inflation, en deux mille vingt-trois, était, si je ne me trompe pas, d'environ vingt pour cent. — Vingt pour cent ? — Oui. — Oh, waouh. Waouh. Donc, le niveau des prix aujourd'hui n'a rien à voir avec la situation d'il y a cinq ans.

C'est complètement différent. Bien sûr, cela est aussi lié à la pandémie, à ses conséquences, aux restrictions, et ainsi de suite.

Mais aussi, et ce n'est pas moins important, à cause de la guerre en Ukraine et des sanctions. Et ce n'est pas seulement un problème pour la République tchèque. J'ai déjà évoqué ma conversation avec un ministre slovaque des Affaires étrangères. Lui aussi est très critique à l'égard de la politique de sanctions de l'Union européenne et, bien sûr, des États-Unis également. Et aujourd'hui, c'est la Slovaquie qui entrave, ou bloque, l'adoption d'un nouveau paquet de sanctions. Donc c'est nuisible. Et puis, je ne l'avais pas remarqué, mais il a mentionné pendant notre conversation que même certains pays européens qui réclament de nouvelles sanctions contre la Russie demandent en même temps à Bruxelles une compensation, une compensation financière, pour les effets négatifs de ces sanctions sur eux. C'est donc fou.

#Pascal

C'est complètement fou. Non, vous avez raison. Je me demande simplement comment ça fonctionne, vous savez, dans ce cadre européen. Comment ce sont souvent les pays à la périphérie qui encaissent le premier choc. Et pas seulement en matière de stratégie militaire. L'un de mes exemples préférés, c'est le secteur de la santé en Suisse, qui fait partie des pays riches au cœur de l'Europe. On ne forme pas assez de médecins, alors on recrute des médecins et des infirmiers en Allemagne. L'Allemagne les recrute en Pologne, la Pologne en recrute en Ukraine, et au final, l'Ukraine se retrouve complètement dans la galère, n'est-ce pas ? C'est ce genre de problèmes qui ont tendance à s'aggraver en cascade. Est-ce que vous observez aussi cela dans d'autres secteurs ? Est-ce que les périphéries de l'Europe sont celles qui se font le plus durement frapper quand la situation économique se dégrade ?

#Ladislav Zemanek

Hum. Je pense que le problème, c'est que les sanctions entravent le fonctionnement normal de l'économie. C'est l'essentiel. Parce que, même aujourd'hui, des entreprises tchèques qui vendent leurs produits en Russie font assez souvent l'objet d'accusations et d'enquêtes. Et en même temps, par exemple, si je ne me trompe pas, plus de mille six cents entreprises allemandes sont présentes sur le marché russe. Cela montre que les entreprises européennes seraient intéressées par le rétablissement de relations normales et par la levée des sanctions actuelles, parce qu'elles sont préjudiciables à tout le monde. Dans cette situation, il n'y a pas de gagnant.

#Pascal

Oui, non, vous avez tout à fait raison. Les bénéfices potentiels d'un véritable accord, qui mettrait fin à tout cela, sont énormes. Malheureusement, nous n'y arrivons pas. Peut-être... Nous avons abordé

quelques sujets, mais dans les dernières minutes qu'il nous reste, y a-t-il quelque chose qui vous préoccupe, quelque chose que vous observez particulièrement en ce moment, et qui vous aide à comprendre vers où va le parcours eurasiatique ?

#Ladislav Zemanek

Voyage eurasiatique. Qu'entendez-vous exactement par là ? Car l'Eurasie est un continent diversifié, immense, le plus grand qui soit. Mais oui, sans aucun doute, il existe une forte tendance à l'intégration dans la macro-région eurasiatique. Je ne parle pas de l'Europe pour l'instant, mais de la Russie, de la Chine, de l'Inde et d'autres pays, de l'Asie centrale, qui devient de plus en plus influente et importante sur les plans géopolitique et économique, je dirais, ainsi que de l'Asie du Sud-Est.

Et la tendance, l'évolution, la trajectoire sont claires : l'Asie de l'Est, ou la partie asiatique de l'Eurasie, si l'on peut le dire ainsi, se développe et devient de plus en plus influente. L'Europe devrait elle aussi prendre acte de cette tendance, car elle se retrouve aujourd'hui de plus en plus isolée. Et il me semble que le reste du monde, ou la majorité mondiale, disons-le ainsi, ne comprend pas très bien ce qui se passe en Europe, dans l'esprit des dirigeants européens, ou peut-être occidentaux. Leur comportement les surprend. Il me semble donc que les pays d'Eurasie capables de coopérer entre eux, que ce soit de manière bilatérale ou dans un cadre multilatéral, devraient poursuivre dans cette voie et promouvoir ce type d'intégration et de coopération. Et, espérons-le, l'Europe les rejoindra à l'avenir.

#Pascal

Voyons combien de temps il faudra aux Européens pour vraiment comprendre les signes du temps : la destinée manifeste est à l'Est, pas à l'Ouest. Mais, pour l'instant, nous restons prisonniers de nos vieilles habitudes. Ladislav, les personnes qui souhaitent trouver votre travail ou en lire davantage de vous, où doivent-elles aller ?

#Ladislav Zemanek

Il existe beaucoup de plateformes, mais bien sûr, si elles ne sont pas bloquées, ils peuvent consulter mes articles sur RT. Ils sont publiés régulièrement, plusieurs fois par mois, sur différentes questions et différents aspects des relations internationales. J'ai aussi quelques publications au Club de discussion Valdaï. Elles sont disponibles à la fois en anglais et en russe. Et ceux qui s'intéressent davantage à l'évolution de l'Europe, ou même de la Tchéquie et de l'Europe centrale, surtout sur le plan politique, peuvent me retrouver sur Parlamentní listy. C'est un média tchèque où je travaille comme journaliste politique. Il suffit donc de taper mon nom dans Google pour les trouver. Ou dans Yandex, ou sur d'autres navigateurs alternatifs.

#Pascal

Je vais essayer de retrouver le lien et de l'ajouter dans la description, juste en dessous. Donc, si vous voulez en lire davantage de Ladislav, vous pourrez cliquer là et le retrouver, ainsi que sur les autres plateformes. Et sur ce, Ladislav Zemánek, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Ladislav Zemanek

Merci pour cette agréable conversation.